



La Lettre de MINERVE

La lettre trimestrielle de Minerve est éditée par l'Association de l'Enseignement Militaire Supérieur, Scientifique et Académique



Lettre n° 16 - Décembre 2012

Editorial

Par le Général de brigade Olivier JUMELET, commandant le CESAT

La crise économique continue de peser sur les pays européens. Face aux analyses sans concessions des agences de cotations, chacun cherche à maîtriser les déficits en réduisant les dépenses et en espérant une embellie de la croissance. Dans ce contexte, on ne réforme pas pour améliorer le fonctionnement des institutions mais pour diminuer la dépense publique. On s'évertue à identifier les points de résilience afin de pouvoir dégrader sans engager l'avenir. Les armées n'échappent pas à ce mouvement, l'enseignement militaire supérieur (EMS) non plus. Dès l'an prochain la réforme de l'école de Guerre sera mise en œuvre.

L'enseignement militaire supérieur scientifique et technique (EMSST) est pour l'instant assez peu concerné, sinon à la marge, par cette réforme. Pour autant les réflexions continuent et il est possible que cette frénésie de changements rattrape nos formations spécialisées et nos diplômés techniques. Quels sont alors les enjeux et les risques au-delà de notre responsabilité vis-à-vis de la mémoire du Général Sabatier?

Il y a quelques semaines, j'ai pu rencontrer le grand chancelier de la légion d'honneur pour lui demander d'intervenir devant les stagiaires de l'EMSST. Il m'a alors dit:

«Savez-vous, mon général, que les BT ont sauvé l'armée de Terre?». Non, je n'en savais rien. Étant moi-même breveté technique je m'en sentis fier sans en être surpris. Mais ce n'était pas la qualité intrinsèque de la formation qui expliquait ce «sauvetage». Il m'a alors expliqué qu'en des temps déjà lointains, la Marine et l'armée de l'Air avaient argué d'une supposée faiblesse de la formation académique à Saint-Cyr pour remettre en cause son statut de grande école. L'affaire était déjà bien engagée lorsque l'armée de Terre a pu faire barrage en mettant en avant les niveaux de formation auxquels ses officiers accédaient dans le cadre du brevet technique. C'est à ce moment que l'école a délivré un diplôme d'ingénieur reconnu par la commission des titres du ministère de l'enseignement supérieur. Depuis la situation a changé puisque les officiers obtiennent à Saint-Cyr un Master 2. Les scolarités de l'EMSST ont également beaucoup évolué ces dernières années; centrées sur un niveau Master spécialisé ou MBA elles ne durent en général qu'une année. En outre, un effort d'adaptation au plus près des besoins de l'armée de Terre est désormais réalisé avec la participation de l'EMSST aux différents comités de pilotage organisés par les pilotes de domaine. Ainsi année après année, les scolarités sélectionnées au sein des grandes écoles et des universités permettent de former des officiers très rapidement efficaces dans leurs domaines de spécialités.

Les formations des diplômés techniques qui constituent le gros bataillon de l'EMSST avec environ 200 stagiaires par an connaissent les mêmes évolutions. Des commissions permettent en outre d'identifier des officiers que leur formation antérieure exonèrent du concours et d'autres sont diplômés sur titre en étant alors dispensés de suivre une scolarité particulière. Ces dispositifs offrent à l'armée de Terre une grande souplesse pour réaliser avec précision sa maquette tout en optimisant les coûts. De plus, des protocoles existent ou sont en cours de réalisation avec les armées et services afin de mutualiser certaines scolarités, C'est actuellement le cas pour l'apprentissage de la langue arabe. Des réunions de coordination interarmées se tiennent afin d'échanger des informations et de saisir toutes les opportunités permettant de réaliser des économies

d'échelle ou de faire émerger de nouvelles scolarités. Pour autant chaque armée reste maître du choix des voies et moyens pour réaliser ses besoins.

La formation académique d'officiers afin de leur donner la maîtrise d'un domaine spécifique: langue rare; finances; ressources humaines; cyberdéfense; management de grands projets; maintenance; logistique; armement; est impérative pour les armées. Ces officiers renforcent les structures de chacune de leurs armées, ils apportent également expertise et plus value à l'interarmées; ils constituent souvent des passerelles indispensables avec les autres services du ministère: DGA; DAS; SGA; DIRISI; SID... Ces spécialistes contribuent aussi à la visibilité des armées. Les réseaux qu'ils ont su créer lors de leur passage dans le monde universitaire, leur participation aux travaux et aux réflexions de la société civile, sont autant de liens qui renforcent la place de la Défense au sein de la nation.

Au moment où nous devons nous assurer de conserver des points de résilience, l'entretien et le développement des capacités et des potentiels de nos officiers est un enjeu majeur: c'est une assurance et une espérance pour l'avenir, c'est une garantie pour le présent. Si nous devons relâcher notre effort, les effets seraient rapides en termes de déclassement et d'isolement, ils seraient ensuite amplifiés en raison de l'inévitable impact sur la qualité du recrutement. Notre monde demeure incertain et dangereux, il devient également de plus en plus complexe. Les interactions générées par la globalisation favorisent l'émergence de nouvelles menaces et imposent une réactivité toujours plus forte. Il y a quelques années on trouvait chez Dassault des ingénieurs expérimentés, surnommés «les génies». Les ingénieurs plus jeunes, confrontés à une difficulté, allaient le voir et obtenaient toujours une solution. Hélas avec l'arrivée des nouveaux appareils F1, 2000, Rafale est venu le temps où le génie a répondu: «je ne sais pas». L'imbrication et l'interaction des systèmes, l'introduction de nouvelles technologies, du numérique ont rendu impossible l'appréhension de l'avion par un seul cerveau, on a alors parlé de la mort des génies. Ainsi va le monde et Napoléon n'aurait pas pu exister au 21^{ème} siècle. La gestion des menaces, des crises et des opérations nécessite aujourd'hui d'assurer la convergence de la réflexion et de l'action de nombreux spécialistes dans des domaines de plus en plus variés.

Chaque armée doit alors s'assurer qu'elle dispose d'officiers détenteurs des différentes compétences nécessaires à la réalisation de sa mission, lui permettant de tenir pleinement sa place au niveau interarmées et interministériel. Les besoins doivent être justement dimensionnés et constamment réévalués. Cela nécessite de disposer d'une réactivité et une souplesse de procédures au moins égale à celle qui prévaut aujourd'hui. Une organisation plus centralisée ne pourrait que générer des rigidités inutiles et entraînerait une augmentation des dépenses.

Ainsi l'enjeu n'est pas de préserver ce qui existe mais bien de garantir l'avenir. Il faut entretenir cette richesse immatérielle et donc inaltérable portée par les officiers de l'armée de Terre, fiers et heureux de leurs parcours à l'EMSST. Nous retrouvons cet enthousiasme au cœur même des membres de l'association Minerve et je souhaite qu'ils n'hésitent pas à participer à l'ensemble de ces débats pour que Minerve soit entendue bien au-delà des murs de l'École Militaire •

Communiqué de la rédaction

La date de la commémoration de la fin de la guerre d'Algérie a longtemps fait débat en France, jusqu'à la décision prise par le Président de la République, Jacques Chirac, d'adopter la date du 5 décembre pour la «journée nationale d'hommage aux morts pour la France pendant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de la Tunisie». (Par décret n° 203-925 du 26 septembre 2003. Date confirmée par l'article 2 de la loi n°2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la nation et contribution nationale en faveur des français rapatriés)

En octobre 2012, le débat a de nouveau été relancé suite à la décision du Sénat d'inscrire, à son ordre du jour une proposition de loi désignant le 19 mars 1962 comme date officielle de commémoration de la fin de la guerre d'Algérie.

MINERVE, au côté de 36 autres associations signataires, représentant 1,2 millions de membres, a soutenu le communiqué du Comité d'Entente des Associations Patriotiques mettant en garde (*sic*) «contre ce projet qui ne peut que raviver des divisions anciennes que l'élan de tant de Français et de Parlementaires pour honorer tous ceux qui sont morts pour la France avait fait oublier». (Communiqué disponible sur le site de MINERVE (www.asso-minerve.fr))

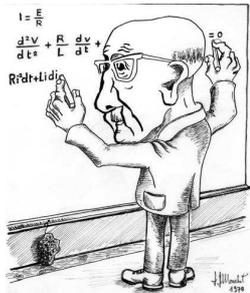
Toutefois à l'heure où nous écrivons, la majorité sénatoriale a adopté, le 8 novembre 2012, un texte reconnaissant le 19 mars comme journée nationale de souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc. Le Conseil constitutionnel, saisi par un nombre important de députés et de sénateurs, a décidé que cette loi était conforme à la Constitution..

Nouvelles de l'EMSST en cette fin d'année 2012

Par le Colonel Jean-Michel PAUPERT, commandant l'EMSST

Les résultats du concours de l'École de guerre (EdG) 2012 sont parus le 9 novembre dernier. Parmi les 90 officiers lauréats de l'armée de terre, 26 seront orientés vers une formation de spécialité (FS) selon la répartition suivante:

- Sciences de l'ingénieur: 19 postes offerts;
- Sciences de l'Homme et de la Société: 4 postes offerts;
- Langues et relations internationales: 3 postes offerts au titre de la formation linguistique.



Le processus de sélection et d'orientation, désormais bien rôdé, comporte pour tous les officiers lauréats des entretiens individuels avec les officiers gestionnaires de la DRHAT/BEM et, pour ceux qui ont été identifiés comme potentiellement aptes à suivre une FS, des tests spécifiques aux scolarités éventuelles ainsi que des entretiens avec les officiers chefs de filière de l'EMSST. Il s'agit par là de répondre d'une part et prioritairement aux besoins exprimés par l'armée de terre et d'autre part, dans toute la mesure du possible, aux souhaits exprimés par les lauréats.

À l'issue de ce travail itératif de sélection et d'orientation entre l'EMSST et la DRHAT, il sera possible de proposer, le 14 décembre prochain, à la décision du général directeur des ressources humaines de l'armée de Terre les officiers les plus à même de suivre avec succès une scolarité de haut niveau.

Dès le début de l'année 2013, et après détermination précise de leur scolarité par l'EMSST, les cours de préparation et de mise à niveau (CPMS) débiteront pour eux sous forme d'enseignement à distance (EAD) et de période d'enseignement dirigé (PED). Par ailleurs, ils suivront pour la plupart la préparation «spécifique Terre» (OPEX + EAD) en 2013-2014, selon les modalités qui vous ont été présentées dans la Lettre N°15 par le Colonel de LADOUCKETTE, commandant le CSEM. Puis ils rejoindront l'EdG en 2014 avant d'entamer leur formation spécialisée à l'EMSST à partir de la rentrée 2015.

Je ne saurais terminer sans adresser au Président, au Conseil d'administration, au rédacteur en chef et son équipe, et à vous tous, membres de Minerve, mes vœux les plus chaleureux de bonne et heureuse année 2013, que la santé, si précieuse lorsqu'elle vient à manquer, et la bonne humeur vous comblent, de même que vos proches et ceux qui vous sont chers ●

Le bel avenir de l'Arme des Transmissions

Par le Général de brigade Yves-Tristan BOISSAN, commandant l'école des transmissions et «père de l'arme»

Cette année 2012 fut riche en événements pour ceux de l'Arme des Transmissions et, plus largement, pour tous ceux qui servent les systèmes d'information et de communication (SIC) ainsi que les moyens de guerre électronique (GE) au sein du ministère de la Défense.

Par trois grandes occasions, nous avons célébré le 70^{ème} anniversaire de la création de l'Arme des Transmissions: une cérémonie dans la cour des Invalides au mois de février qui a permis de lancer les festivités, un défilé du 14 juillet à Paris dédié à l'évènement, et enfin, une fête d'Arme à l'École des transmissions, la maison-mère, à Cesson-Sévigné fin septembre à l'occasion de la Saint-Gabriel.

La création des «Transmissions» s'est imposée, après la défaite de 1940, pour répondre à la nécessité opérationnelle de disposer, en permanence, de capacités fiables de transmission des ordres et des comptes rendus. Cette capacité, qui s'avérait désormais indispensable, ne pouvait plus être satisfaite par les seules unités de sapeurs télégraphistes du génie de l'époque.

Depuis, l'Arme des Transmissions s'est profondément transformée et modernisée. La notion d'Arme étant spécifique à l'armée de terre, il est d'ailleurs impératif de parler aujourd'hui de fonction opérationnelle SIC et GE pour rendre compte de la diversité du personnel et des équipements qui concourent aux missions dévolues à cette fonction.

70 ans pour un être humain, c'est déjà un âge très respectable! Néanmoins, comme le dit le bon sens populaire, «on apprend à tout âge». En dépit du chemin parcouru, il reste des défis importants à relever. Ils concernent à la fois notre organisation, la formation de notre personnel et l'acquisition de nos outils. À ce jour, quelque 10.000 transmetteurs de l'armée de Terre servent au sein des forces terrestres pour 80% d'entre eux, mais aussi, et de plus en plus, en milieu interarmées et en particulier à la direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI); sans oublier ceux qui se situent au niveau ministériel et à l'international. Les orientations prises par le nouveau Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale pourraient amener à voir évoluer notre organisation actuelle. Les mois qui viennent nous diront dans quelles proportions.

Au-delà des problèmes d'organisation, la formation du personnel, dans ses méthodes et dans son contenu, doit faire l'objet d'une attention toute particulière, notamment au niveau des décideurs. Elle exige qu'on y consacre du temps et des moyens, et ces efforts ne devront pas être relâchés.

En effet, les équipements de dernière génération sont de plus en plus sophistiqués et leurs évolutions sont rapides. Se former pour s'adapter et conserver la maîtrise de nos systèmes est donc une absolue nécessité. Plus encore, il faut désormais faire la course en tête car la concurrence sera rude dans le domaine des technologies duales. Par ailleurs, il nous faudra assurément renforcer nos capacités dans les domaines de la numérisation de l'espace de bataille (NEB), des systèmes d'information, du satellite et de la sécurité des systèmes d'information.

Cette dernière capacité devra se hisser progressivement à la hauteur des enjeux de la cyberdéfense, domaine particulièrement sensible et crucial pour la sécurité de notre pays. À ce titre, les armées et l'armée de Terre, en particulier, s'investissent déjà pleinement et apportent leur pleine contribution à la création d'un pôle d'expertise, déjà reconnu, en Bretagne.

C'est enthousiasmant parce que nous savons que nous sommes au cœur d'une capacité vitale, au sens où agir efficacement n'est plus possible sans elle. C'est forcément exigeant, car il nous faut atteindre et maintenir dans la durée un très haut niveau de compétences.

Ces compétences nous permettront d'appréhender correctement le renouvellement de nos équipements, au travers de trois grands programmes d'armement dont les armées défendent le besoin impérieux: SCORPION, qui va modifier en profondeur les plates-formes de combat des groupements tactiques interarmes (GTIA). CONTACT, qui fournira le poste radio qui remplacera l'actuel PR4G et dont les premières commandes ont été passées récemment. Enfin, la phase 3 du programme SYRACUSE, déjà bien avancée et qui apportera à terme de l'ordre de 300 stations à l'armée de terre.

Avoir quelques certitudes ne nuit jamais, surtout lorsqu'il faut tracer son chemin alors que l'environnement est en perpétuelle évolution et que l'avenir est difficile à décrire!

Il en est une qui n'appelle pas débat: les systèmes d'information et de communication et la maîtrise de l'information sont aujourd'hui indispensables pour permettre le fonctionnement quotidien du ministère de la Défense et pour garantir le succès de nos engagements opérationnels, quels que soient les théâtres d'opérations. Et ils le resteront, durablement ●

L'art de la guerre aéroterrestre robotisée

Par le Général de brigade Daniel POEDRAS, directeur de la STAT

Nombreux sont les débats, autour de la robotisation ainsi que les tentatives de définition ou classification. La littérature, le cinéma ont illustré ce thème, parfoi de manière apocalyptique, souvent avec une vision utopique. Cependant une base reste commune: le robot devait affranchir l'homme des tâches dangereuses, répétitives et routinières. Pour atteindre cet objectif, le défi technologique reste à relever malgré des progrès tangibles et des résultats concrets dans le domaine aérospatial.

Intrinsèquement hétérogène, le milieu aéroterrestre soumis à beaucoup de variables indépendantes s'avère une équation complexe. Néanmoins, des apports opérationnels sont mis en avant:

- l'exposition réduite du combattant aux menaces et risques;
- l'efficacité opérationnelle améliorée des unités de combat, d'appui et de soutien;
- les tâches répétitives ou routinières allégées.

Réalité du combat de demain ou objectif idéalisé dérivant des équipements militaires automatisés, la robotisation du champ de bataille s'avère un enjeu dimensionnant pour l'armée de Terre.

Aujourd'hui, des systèmes partiellement robotisés existent. Les véhicules aériens sans pilotes, tels les drones SDTI et DRAC, ont été employés en opérations extérieures, des robots du génie pour la détection et la neutralisation d'EEI (Engins explosifs improvisés), de mines ou d'explosifs sont en cours de déploiement.

Des expérimentations de robotisation du contact, des capteurs de renseignement, ou d'amélioration de la lutte contre les EEI sont conduites. Récemment, lors de la démonstration du combat collaboratif (DCC) de SCORPION les apports du robot pour l'allègement des tâches du combattant et son approvisionnement logistique ont été testés.

Nous progressons donc sur les aspects fonctionnels mais au-delà du «robot outil» il s'agit bien d'épargner la vie des soldats face aux menaces polymorphes et diffuses, difficiles à maîtriser, malgré les technologies pointues à notre disposition.

La société occidentale, non soumise aux effets directs de conflits depuis des décennies, accepte de moins en moins la perte de vies humaines. Avec le développement des technologies de l'information et des réseaux sociaux la population et les médias se focalisent sur l'immédiat et la proximité. Aussi, les engagements loin des frontières nationales et dans la durée, imposent de tout mettre en œuvre pour empêcher la mort de soldats. Dans ce contexte, la robotisation peut se révéler stratégique: elle donne au politique le moyen d'intervenir en réduisant les risques de pertes humaines, avec une efficacité opérationnelle tactique et opérative renforcée.

Malgré tout, la robotisation, comme la simulation, n'est pas une fin en soi. Le combat n'est pas une science exacte, l'avènement du «TERMINATOR» reste donc, pour de multiples raisons, de la science fiction et le robot continuera à appuyer l'action du soldat pour produire un effet militaire.

Il faut aussi rester pragmatique et tenir compte de toutes les variables, en particulier financières. La R&T et la R&D doivent déboucher rapidement sur des applications concrètes et opérationnelles.

Les défis techniques à relever pour l'appui robotique à la manœuvre aéroterrestre concernent principalement:

- l'employabilité toutes armes des robots qui doit limiter le recours à des spécialistes; le soldat doit mener d'abord sa mission cœur de métier assisté de robots qui agissent de manière synchronisée et autonome;
- l'intégration au milieu hétérogène et complexe du sol et sursol terrestre; dans ce cadre le robot doit posséder la même agilité et mobilité que le fantassin;
- l'autonomie énergétique et l'endurance s'avèrent aussi essentielles; les performances du robot doivent être au moins au même niveau que les capacités physiologiques humaines.

Il faut enfin garder la maîtrise du robot, au moins préserver la sécurité des biens et des personnes, en toutes circonstances, quelles que soient ses défaillances. La fiabilité et la robustesse, en particulier des liaisons de données et de contrôle, s'avèrent primordiales.

Des progrès incrémentaux sont donc attendus:

- à l'horizon 2015, en appui des forces, des automates sous contrôle opérateur en boucle courte avec une intégration simple à la manœuvre;
- vers 2025, des robots plus autonomes, avec un niveau de confiance sûr, qui seraient juste supervisés et dont l'intégration plus sophistiquée, apporterait une plus value opérationnelle.

Trois fonctions essentielles devraient être couvertes:

- la protection et la sécurité, en particulier liées à la dépollution des mines et l'action en zone contaminée NRBC. Nous devons tirer les enseignements de la catastrophe de Fukushima en termes de surveillance et d'intervention;
- la projection, la mobilité et l'appui, en robotisant la manutention des stocks, le transport de matières dangereuses, le transport logistique;
- la gestion dynamique du management de l'information et des capteurs de renseignement pour allouer les ressources en temps réflexe en fonction des effets à obtenir.

Malgré tout, une réflexion éthique s'impose sur le risque de déshumanisation des conflits. D'autres questions d'ordre juridique ou pénal se posent quant à l'emploi de robot totalement autonome, ou non. Ainsi, qui du concepteur ou l'utilisateur serait responsable en cas de la mort de personnes occasionnée par un robot?

La robotisation constituera-t-elle une rupture dans l'art de la guerre? On peut envisager l'action autonome, sous certaines conditions, d'un robot dans d'un milieu homogène, prédictible et non peuplé; l'engagement en zone urbaine ou périurbaine présente des discontinuités dans l'espace et le temps, qui impose à un moment le contact direct ou du renseignement humain. En l'occurrence, un robot reste incapable d'intelligence de situation et d'intuition, par nature subjectives, et ne remplacera jamais le soldat qui lui est doté de ces vertus ●

Le Kirghizstan en direct par un stagiaire de l'EMSST
Par le Lieutenant-colonel Gilles HUSSON / BT LRI/Russe

Petit pays pauvre, doté d'un potentiel économique qu'il n'est pas en mesure de mettre en valeur seul, situé dans l'ombre de l'arc de crise, le Kirghizstan est le terrain du nouveau «grand jeu» en Asie centrale. Il tente de concilier une volonté d'enracinement de la démocratie, de développement de l'économie par des investissements étrangers et de maintien de la stabilité dans un environnement propice à la multiplication des trafics.

Depuis son indépendance en 1991, le Kirghizstan a toujours cultivé sa particularité démocratique. Il a connu une histoire mouvementée, émaillée par deux révolutions (2005 et 2010) qui ont mis fin à des régimes ayant bafoué les principes démocratiques qu'ils prétendaient pourtant promouvoir. Le nouveau système politique mis en place après la révolution d'avril 2010 a prouvé sa maturité fin août 2012 à l'occasion du changement de coalition majoritaire et de gouvernement. Le mouvement a été rapide, bien maîtrisé et n'a aucunement menacé la stabilité du Kirghizstan.

Néanmoins, ce système politique compte de nombreux opposants à l'intérieur du pays: tenants des anciens régimes, forces politiques qui ont souvent partie liée avec le crime organisé, fraction de l'opinion publique qui assimile le parlementarisme à l'instabilité. À l'extérieur, nombre de régimes forts ne voient pas d'un bon œil les «extravagances démocratiques» kirghizes, par crainte d'une contagion dans la foulée des printemps arabes, ou d'une dilution de leur autorité.

Le Président Atambaev est bien conscient que tous les efforts de démocratisation du pays seront vains s'ils ne s'accompagnent pas d'un développement économique. Or, le pays ne dispose pas des ressources nécessaires à la mise en valeur de son potentiel: gisements d'or, énergie hydroélectrique, agriculture, et tourisme. Il compte donc sur des investisseurs russes, kazakhs, turcs ou chinois. Il s'appuie d'une part sur son «principal partenaire stratégique», la Russie, qui vient d'effacer une partie de sa dette et promet des investissements dans le secteur hydroélectrique, et d'autre part sur la Chine, qui lance des projets de construction titanesques dans la branche des transports logistiques et de la distribution d'électricité

Le Kirghizstan est aussi et surtout le terrain d'affrontement des grandes puissances. Les Américains y sont présents avec le Centre de Transit de Manas, élément essentiel de leur dispositif en Afghanistan dont ils aimeraient prolonger l'accord de stationnement au-delà de 2014. Mais dans un même temps, le Kirghizstan est membre de l'Organisation du Traité de sécurité collective, ce qui lui vaut d'abriter à 20 km de Bichkek une base militaire russe dont le bail vient juste d'être renouvelé jusqu'en 2032. Par ailleurs, il a développé une coopération militaire avec la Turquie, la Chine et même l'Inde.

Du fait de sa proximité avec l'Afghanistan, le Kirghizstan est confronté aux défis que constituent les trafics de drogues, d'armes, et d'êtres humains. Le risque terroriste est réel dans ce pays pauvre où l'islamisme peut prospérer sur le terreau des inégalités sociales et des tensions interethniques, en particulier avec la minorité ouzbèke. Dans ce contexte, les autorités kirghizes sont préoccupées par l'évolution de la situation en Afghanistan après 2014. Elles y voient un risque d'instabilité, de remontée de mouvements terroristes depuis le sud, et d'accroissement du poids des mafias et des trafics en tous genres.

L'opinion publique, quant à elle, sait que les grandes puissances se soucient peu de son destin. Elle ne peut s'empêcher de douter des intentions russes et redoute l'influence de la Chine sur le long terme. Si elle s'est montrée indifférente à la crise gouvernementale de la fin de l'été 2012, elle est en revanche davantage préoccupée par des questions de chauffage et d'alimentation en électricité. Seuls ces problèmes récurrents pourraient la faire sortir de ses gonds, comme ce fut le cas lors des précédentes révolutions qui ont justement eu lieu à la sortie de l'hiver. ●

Le Kirghizstan en chiffres:

Population: 5.6 millions (octobre 2012). Entre 500.000 et 750.000 Kirghiz seraient expatriés (émigration de travail en Russie et au Kazakhstan). Minorités: Ouzbèks (13%), Russes (10%). PIB/habitant: \$991. Indice de développement humain: 126^{ème} sur 182 (classement ONU 2011). Superficie: 199.900 km². Densité de population: 24,2 habitants au Km². Le Kirghizstan est frontalier du Kazakhstan (nord), de la Chine (est), du Tadjikistan (sud-ouest), de l'Ouzbékistan (Ouest).

Le Crédit Social des Fonctionnaires, partenaire de Minerve

Le Crédit Social des Fonctionnaires est une association qui, depuis 1955, a pour but d'améliorer les conditions de vie de ses adhérents en leur facilitant, notamment, l'accès au crédit, à l'assurance et à l'épargne.

Créé par des fonctionnaires pour des fonctionnaires, le CSF s'adresse à toutes celles et à tous ceux qui concourent à une mission de service public que la personne soit fonctionnaire titulaire, contractuel ou assimilé. À ce titre, les militaires de carrière ou sous contrat peuvent naturellement bénéficier des services du CSF.

Comme vous le savez, depuis plusieurs années maintenant, le CSF par l'intermédiaire de sa Fondation d'entreprise soutient fidèlement l'action de Minerve, lui permettant de développer certains projets comme son site et bientôt son annuaire papier. Il était donc logique que ce partenariat soit renforcé et concrétisé. C'est la raison pour laquelle une convention vient d'être signée entre le CSF et Minerve.

Concrètement, cet accord permet à tous nos membres (d'active et retraités) d'accéder à tous les services du CSF, notamment ceux adaptés aux militaires et à leurs spécificités. Ainsi, le CSF s'engage à proposer des prêts immobiliers au taux parmi les plus bas du marché correspondant à vos besoins et à votre statut de militaire. En effet, le CSF est un des rares

organismes à avoir mis en place une assurance décès-invalidité-incapacité de travail de l'emprunteur qui colle aux contraintes des militaires. Ce contrat couvre tous les cas, même lors des interventions en opérations extérieures, et garantit tous les risques liés à la pratique sportive, quel que soit le sport, sans aucune exclusion. D'autres avantages sont proposés comme des réductions importantes sur l'achat de voitures neuves ou récentes; des possibilités de rééquilibrer son budget par une gamme de rachat de prêts particulièrement complète; des assurances auto, moto, habitation négociées au plus juste; un bilan patrimonial gratuit pour avoir une information vraie sur les solutions de placement; etc. Le partenariat se concrétise aussi par un Prêt Bienvenue de 1.000 € à 0%, un coup de pouce utile pour une dépense imprévue ou un bien à acquérir.

Le CSF s'est engagé également à nous informer régulièrement sur les problématiques de son domaine pouvant impacter les militaires et sur leurs solutions possibles.

Vous pouvez d'ores et déjà retrouver l'ensemble des services proposés actuellement par le CSF sur son site, où une page nous est dédiée (www.csf.fr/minerve), et, si besoin, leurs conseillers sont joignables au 01 53 36 10 40. ●

Sites de Minerve et du CESAT

Si vous disposez d'un accès Internet allez donc sur le site de Minerve. Vous y trouverez les conférences proposées par Minerve et leur enregistrement si vous n'avez pas pu y assister. Vous aurez à disposition les Lettres de Minerve et les Cahiers du CESAT et d'autres informations et liens vers des sites intéressants (Celui du CESAT www.cesat.terre.defense.gouv.fr est à nouveau opérationnel). Si vous avez une adresse mail, ou si vous en avez changé, faites le nous savoir.

Carnet gris:

Général Guy BOUCAUD, Génie, BT Ponts et chaussées
Général de division Paul CAVARROT, BT Psychologie
Général de corps d'armée DELANGHE du collège EFASA
Général Raymond STEGER, Artillerie, BT NBC
Minerve présente à leurs familles ses condoléances attristées.